

Nicaragua : des femmes contre la violence

Autor(en): **Bittar, Lucienne**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **84 (1996)**

Heft 6

PDF erstellt am: **16.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-280992>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

NICARAGUA: DES FEMMES CONTRE LA VIOLENCE

La violence masculine à l'encontre des femmes en Amérique du Sud serait de plus en plus limitée par des instruments juridiques. C'est ce qu'affirme un récent rapport de l'ONU *Nuances*.



Comme le précise Ivanka Corti, présidente du Comité de l'ONU pour l'élimination de la discrimination envers la femme, «cette évolution correspond davantage à l'existence des mouvements de femmes qu'aux politiques gouvernementales. Du moins, en Amérique du Sud, où le féminisme progressiste s'est organisé en groupes de pression politique qui ont donné l'impulsion du changement».

En Amérique centrale aussi les femmes s'organisent pour lutter contre la violence. Au Nicaragua, par exemple, le Collectif de femmes de Matagalpa intègre cette lutte à son travail pour la défense et la promotion des femmes en tant que personne à part entière dans la société. Il est soutenu à Genève par l'Association Nicaragua - El Salvador,

membre de la Fédération genevoise de coopération (FGC). Celle-ci a présenté ce projet au Canton et à la Ville de Genève ainsi qu'à la Direction du développement et de la coopération (DDC) qui ont accepté de le financer.

Le Collectif de Matagalpa est implanté dans une des régions qui a connu le plus durement la guerre entre 1983 et 1989 et qui subit maintenant la crise économique et la violence rampante. Depuis l'élection en 1990 à la présidence de Violeta Chamorro, et la chute du gouvernement sandiniste, la situation sociale du pays s'est fortement dégradée. La privatisation des services publics a entraîné une augmentation massive du chômage (près de 60% de la population active) et a affecté l'édu-

cation et la santé. Le taux d'analphabétisme a augmenté depuis de 25% et des centres de santé ont dû fermer leurs portes. Comme toujours en pareil cas, ce sont les femmes les premières touchées. Elles sont toujours plus pauvres, avec des possibilités inférieures d'éducation et d'insertion dans le marché du travail. De plus, elles sont garantes de l'unité familiale dans un contexte quotidien toujours plus agressif.

Cette dégradation est particulièrement aiguë dans le département rural de Matagalpa, au nord du Nicaragua. Avec le retour des terres aux anciens propriétaires, de nombreux paysans se sont retrouvés au chômage. Au niveau de la santé, la décentralisation des services en vigueur depuis 1991 oblige les municipalités locales à en assumer les frais et la gestion. Or, les collectivités publiques de Matagalpa n'ont pas les ressources nécessaires pour ce faire. Au niveau éducatif, la situation n'est guère plus brillante: faute de moyens, les écoles ferment.

LE GROUPE VENANCIA

La Fédération genevoise de coopération soutient à Matagalpa un deuxième projet de développement axé sur la santé et la lutte contre la violence, géré sur place par le Groupe Venancia. Il lui a été présenté par *Espace femmes international* (EFI), un autre de ses membres. Le Groupe Venancia est un collectif de dix femmes travaillant dans les domaines de l'éducation et de la communication populaire. Elles cherchent à répondre aux demandes spécifiques de plusieurs organisations de paysannes, à savoir: mieux gérer leur vie, mieux connaître leur propre corps et appréhender leurs émotions, être aptes à aider les femmes victimes de la violence. Ainsi le Groupe Venancia organise-t-il des sessions de formation (alphabétisation, identité de femmes, violence et santé), ouvre des espaces de réflexion, effectue un travail d'information à travers des activités culturelles et l'édition de diverses publications, etc. Afin d'aboutir à une dynamique populaire plus large, le Groupe Venancia participe activement à plusieurs réseaux de femmes, dont celui de Matagalpa, et définit avec eux des stratégies d'actions.

A la base de sa réflexion, la violence dont sont victimes les femmes et qui, en les dévalorisant, les paralyse et freine leur développement. Pour ce collectif, c'est cette violence qui force les femmes à occuper des positions subalternes dans la société, qui les laisse en marge des processus de prise de décisions. Comme il l'explique, «travailler autour de la violence et de l'estime de soi-même nous permet de construire une intégrité physique, mentale, affective et politique. L'intégrité et l'autonomie sont nécessaires à la vie quotidienne et sont donc des droits humains fondamentaux.»

Une énergie galvanisante

C'est dans ce contexte difficile que s'est développé le Collectif des femmes de Matagalpa. Il est né en



1986. La guerre qui sévissait à cette époque entraîna une grande participation des femmes dans la société, notamment dans les coopératives agricoles, les syndicats et les organisations populaires

ainsi que dans les campagnes nationales de santé et d'éducation. Aujourd'hui, le collectif se bat pour consolider le mouvement des femmes. Composé d'une vingtaine de Nicaraguayennes, il forme par exemple les sages-femmes de la municipalité, ces agentes de santé peu reconnues et peu valorisées qui assument pourtant les 3/4 des accouchements dans la région, dans le but d'élever leur niveau général d'éducation, d'estime de soi et de capacité technique. Le collectif a produit et édité des manuels à la fois d'alphabétisation et de formation en matière de santé*.

Autre volet d'action: la formation de dirigeantes populaires à travers l'organisation d'ateliers de travail aux thèmes variés (pouvoir et rôle de direction, femmes et politiques de l'Etat, violence et société, etc.). L'objectif de ce programme est de définir collectivement et dans une optique féministe des revendications et une stratégie commune face à l'Etat.

Stratégie d'information, depuis 1987, les femmes du collectif élaborent un programme de radio hebdomadaire diffusé sur deux radios locales et basé sur des témoignages, servant de liens entre les femmes, surtout entre celles qui sont isolées dans les campagnes. En outre, elles ont mis sur pied un important centre de documentation ainsi que des ateliers de formation théâtrale. Le groupe de comédiennes de ce théâtre populaire effectue de très nombreuses tournées dans le pays et sur le continent. Il a même joué à Genève en 1993, dans le cadre d'une tournée européenne! Les pièces proposées attirent l'attention du public sur les difficultés quotidiennes rencontrées par les femmes au Nicaragua et débouchent sur des discussions animées.

Secouer l'Etat

Le courage et l'énergie de ces femmes portent leurs fruits. Aujourd'hui le Collectif de Matagalpa est au bénéfice d'une forte intégration sociale. Il est toujours plus sollicité par des groupes de base ou des institutions du pays pour préparer des formations ou des animations. Ainsi, a-t-il été mandaté par le Ministère de la santé pour guider le travail de formation des sages-femmes d'autres municipalités. Toujours sur le plan de la santé, le collectif a démarré, en 1993, un programme de prévention du sida, premier du genre dans la région, en coordination avec les institutions et les organisations populaires. Ou encore, il participe à la

Commission femme et famille de l'Assemblée nationale où il conteste les lois qui portent atteinte à la dignité des femmes.

Cependant, les membres du collectif, conscientes que le mouvement des femmes ne doit pas se substituer à l'Etat, cherchent moins à pallier les manques de la politique de ce dernier qu'à entrer en rapport de force avec lui pour l'obliger à prendre en compte la problématique particulière des Nicaraguayennes.

Lucienne Bittar
Commission d'information de la FGC

* Tout le matériel produit par le collectif est disponible au centre de documentation d'Espace Femmes International, 2, rue de la Tannerie, Genève.

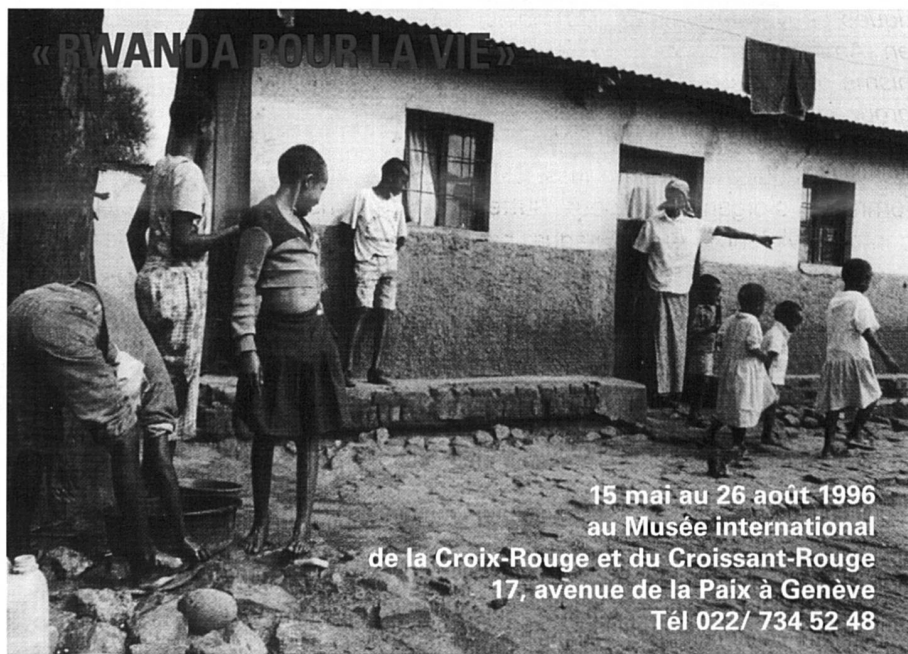


Photo Anne-Marie Grobet

Un reportage photographique réalisé par Anne-Marie Grobet en février 1996, en collaboration avec Jeanne Egger (interviews et documentation). Photographe, ancienne déléguée du CICR, fondatrice en Suisse de «Reporters sans frontières» et de l'Association «Dignité et détention», Anne-Marie Grobet rapporte un nouveau «Voyage au monde de la douleur», après celui d'Agatashya en 1995. Important alors que l'on parle des conditions de sécurité pour le retour des réfugiés. Au Rwanda, on espère que justice sera rendue, la

seule voie vers la réconciliation. En attendant, des femmes qui ont tout perdu, ont recueilli des enfants en nombre, sans calculer et sans se demander s'ils étaient hutus ou tutsis. Ces femmes hutues qui ont caché des enfants tutsis dont les parents, souvent, avaient été massacrés à côté de chez elles – ces femmes qui ont réinventé le sens du mot famille, vivent pourtant, profondément, le traumatisme du deuil et de l'oubli. Et la peur de l'autre, l'impuni.